

Les mobilités étudiantes entre 19^e et 21^e siècles.

Attentes des acteurs, dispositifs de mise en œuvre, impacts sur les sociétés d'envoi

La mobilité fait partie de l'imaginaire universitaire et renvoie à une image sans doute plus rêvée que réelle d'une université médiévale souvent idéalisée. Il n'en reste pas moins que cette référence est souvent convoquée pour expliciter et promouvoir un phénomène fondamentalement contemporain : l'explosion des mobilités académiques au cours de l'époque contemporaine.

C'est que, si les déplacements d'étudiants comme de maîtres, ont toujours, du moins dans une certaine mesure, animé l'institution universitaire, la 2^e moitié du 20^e siècle, s'appuyant sur un mouvement qui naît au 19^e siècle et ne cesse de s'accélérer, a vu le phénomène prendre une ampleur inégalée tout en connaissant de multiples évolutions et de nombreux glissements. Ceux-ci ont concerné tant les pays d'envoi que les pays d'accueil, tant les niveaux de départ que les grades académiques d'arrivée, tant les formations que la nature même des séjours de mobilité – inscription complète ou insertion dans un mécanisme d'échange –, tant les dispositifs de soutien dans leur fonctionnement que pour ce qui est de leurs motivations, de leurs modalités, de leur financement ou de leur origine.

Les évolutions récentes de ce phénomène multiforme, qui suscite actuellement une littérature scientifique abondante tout en étant parfois associé à des phénomènes plus généraux, telles les migrations définitives, temporaires ou pour raisons particulières, interpellent de nombreuses disciplines, de l'histoire à la sociologie et à l'anthropologie en passant par la démographie, la pédagogie, la psychologie, l'économie, le droit, la politique, etc. C'est dès lors dans un contexte d'analyse très multidisciplinaire – ainsi que le manifestent à la fois la composition du Comité Scientifique et les orientations diversifiées des interventions – que se posent les questions, qui seront abordées durant cette journée d'étude.

Les premières portent spécifiquement sur les attentes des acteurs, individuels et collectifs, vis-à-vis de cette mobilité. Quelles sont les motivations qui poussent les individus à partir se former à l'étranger ? Vers où souhaitent-ils partir ? Pourquoi et avec quelles bases de formation ? Quand aux communautés nationales, disciplinaires, professionnelles, religieuses, idéologiques, comment se situent-elles vis-à-vis de cette mobilité et si elles l'encouragent, pour quelles raisons, à quelles conditions, dans quelles limites ? Enfin comment réagissent les sociétés et les institutions d'accueil de ces mobilités de formation ? Et si elles y sont favorables, pour quelles raisons, avec quelles motivations et quels objectifs ?

Les secondes portent sur les dispositifs de mise en œuvre de ces mobilités, non seulement dans leurs modalités, mais plus encore dans leurs sources de financement, les flux de capitaux qu'ils génèrent, les clauses et conditions qui les encadrent ou les balisent.

Enfin les troisièmes, peut-être les plus importantes, concernent l'impact des ces mobilités sur les sociétés d'envoi comme sur les bénéficiaires de ces mobilités eux-mêmes. Cet impact est-il positif et en quoi ? Qui en juge ? A quel niveau se situe-t-il : au niveau général d'éducation et de formation ? à celui des transferts de savoirs, de savoir-faire, de connaissances, de technologies ou d'idéologies ? au sein même des institutions nationales de formation ? dans les environnements économiques, sociaux et politiques ? Quant aux impacts individuels, sont ils intellectuels, disciplinaires, professionnels, sociaux, économiques... ? La nature, plus ou moins positive de cet impact est-elle fonction de la destination d'accueil ? du niveau d'études ? de l'institution de formation ? En cas d'impact perçu comme négatif, de quoi s'agit-il ? quelles mesures correctrices met-on en place ? Quelles réorientations des mobilités ou des dispositifs peut-on identifier ? Au départ de quels secteurs de la société d'envoi ou en s'appuyant sur quelle motivation individuelle ? En cas de non-retour en fin programmée de mobilité, quels sont les effets identifiés ou redoutés et les réactions identifiées ?

Ces différentes interrogations voient leur pertinence ou leur portée varier suivant la région d'origine des étudiants en mobilité, de même qu'en fonction des régions d'accueil ou encore des disciplines et formations concernées, tout comme de la période considérée.

La structuration générale de la journée intègre à la fois cette dimension géographique – et culturelle, voire de niveaux de développements – et la dimension intellectuelle et disciplinaire, les analyses de cas d'époque et de zones géographiques différenciées apportant chacune leur éclairage propre sur le phénomène et son évolution.